

## Conjoncture de l'emploi et du chômage au 4<sup>e</sup> trimestre 2016

### L'emploi augmente et le chômage diminue

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, l'activité économique en France est plus dynamique avec une croissance du PIB de +0,5 %, après +0,2 % au 3<sup>e</sup> trimestre. Dans le même temps, l'emploi salarié marchand non agricole continue de croître (+64 400 postes) : l'emploi dans le secteur tertiaire hors intérim (+34 500) et dans l'intérim (+37 600) continuent d'augmenter. Les destructions d'emploi se poursuivent dans l'industrie (-5 500) et dans la construction (-2 200). Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés diminue (-19 000) alors que le nombre de personnes entrées en formation progresse (+25 000). Au total, l'emploi dans l'ensemble de l'économie progresse au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 : +66 600 postes après +50 500 postes au trimestre précédent.

Le taux de chômage au sens du BIT recule de 0,1 point au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 et s'établit à 9,7 % de la population active en France métropolitaine (10,0 % en France entière). Par rapport au trimestre précédent, 8 000 personnes de moins sont inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D, E) : le nombre d'inscrits diminue de 27 000 pour la catégorie A et de 11 000 pour les catégories A, B, C.

Dans la zone euro, l'activité continue de progresser (+0,5 %, après +0,4 % au trimestre précédent). Le taux de chômage au sens du BIT poursuit sa baisse à 9,6 % de la population active (-0,7 point par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2015).

#### L'activité se renforce en France au 4<sup>e</sup> trimestre 2016

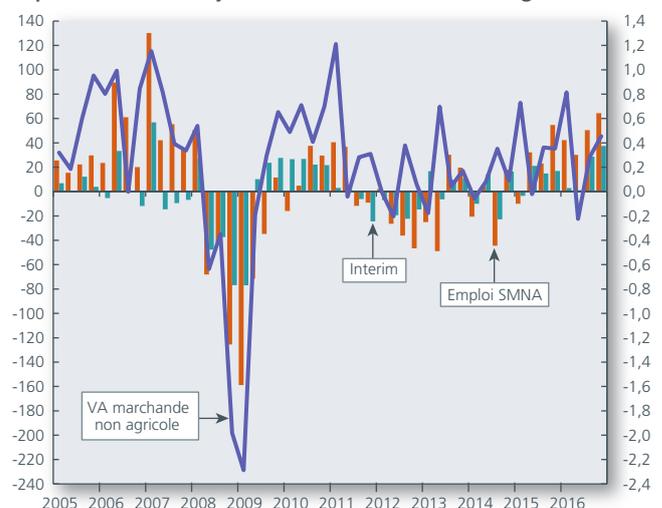
Au 4<sup>e</sup> trimestre, la croissance du produit intérieur brut (PIB) accélère en volume : +0,5 %, après +0,2 % au trimestre précédent [1]. En moyenne sur l'année 2016, la croissance ressort alors à +1,1 %, très proche de 2015 (+1,2 %).

La demande intérieure finale hors stocks est plus dynamique au 4<sup>e</sup> trimestre et contribue davantage à la croissance : +0,5 point, faisant suite à +0,2 point au 3<sup>e</sup> trimestre. Les dépenses de consommation des ménages accélèrent (+0,6 %), après une quasi-stagnation au 3<sup>e</sup> trimestre (+0,1 %). Les dépenses des administrations publiques progressent moins vite, mais au même rythme qu'au 3<sup>e</sup> trimestre (+0,3 %). L'investissement total accélère également au 4<sup>e</sup> trimestre (+0,6 %, après +0,2 % au 3<sup>e</sup> trimestre), porté par l'investissement des entreprises non financières (+0,9 %, après -0,1 %) et des ménages (+0,9 %, après +0,7 %). En revanche, du côté des administrations publiques, l'investissement recule nettement (-1,2 %, après +0,2 %).

Au 4<sup>e</sup> trimestre, le commerce extérieur cesse de peser sur la croissance avec une contribution légèrement positive de 0,2 point, après -0,6 point au 3<sup>e</sup> trimestre. Cela s'explique par la progression sensible des exportations (+1,4 %, après +0,8 %), alors que les importations ralentissent nettement (+0,8 %, après +2,6 %).

#### Graphique 1

Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, l'emploi SMNA a augmenté de 64 400 et l'intérim de 37 600. Parallèlement, la valeur ajoutée marchande non agricole a augmenté de 0,5 %.  
Champ : France métropolitaine (emploi) ; France entière (valeur ajoutée).

Sources : Dares, Insee.

## L'emploi total augmente de 66 600 postes, dont 64 400 pour l'emploi salarié marchand non agricole

D'après les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) en France métropolitaine augmente de nouveau au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 : il croît de 64 400 postes, après 50 500 au trimestre précédent (graphique 1, tableau 1, [2]).

La croissance de l'emploi salarié reste très hétérogène selon les secteurs. L'emploi tertiaire marchand hors intérim continue de créer des emplois (+34 500 postes après +29 600 postes) alors que l'emploi demeure orienté à la baisse dans l'industrie (-5 500 après -5 100) et dans la construction (-2 200 après -2 600). Les destructions d'emploi dans ce secteur ont cependant ralenti en 2016 après plusieurs années de forte baisse (graphique 2). L'intérim continue d'augmenter fortement au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 (+ 37 600 postes après 28 600). Sur un an, il a augmenté très nettement (+70 200 postes, soit 12,0 %) (graphique 3, [3]).

Dans les autres secteurs, l'emploi progresse également, mais à un rythme plus modéré que les trimestres précédents. L'emploi salarié privé non marchand a ainsi légèrement ralenti au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 (+5 100 après +5 800 le trimestre précédent). L'emploi total reste au final orienté à la hausse : on compte 66 600 emplois supplémentaires au 4<sup>e</sup> trimestre, après +50 500 le trimestre précédent. Sur un an, entre décembre 2015 et décembre 2016, l'emploi total a augmenté de 211 400 postes, après une hausse de 118 200 postes entre décembre 2014 et décembre 2015 (graphique 4).

Par ailleurs, l'indicateur de tensions sur le marché du travail augmente fortement au 4<sup>e</sup> trimestre (+9 %) : ce trimestre, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi est en forte hausse (+11 %). Sur un an, la tendance est également orientée à la hausse (+7 %), portée par la hausse des entrées à Pôle emploi [4].

Graphique 2  
Emploi salarié par grands secteurs d'activité



L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non ventilé par secteur utilisateur.  
Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, l'emploi dans le tertiaire marchand a progressé de 72 100.  
Champ : France métropolitaine.  
Sources : Dares, Insee.

Graphique 3  
Emploi intérimaire



Lecture : à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2016, on compte 653 200 emplois en intérim.  
Champ : France métropolitaine.  
Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelle des agences d'intérim.

Tableau 1  
De l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles à l'emploi total

Données CVS, en fin de trimestre	2016		2015				2016				2015	2016
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4	T4	
	Évolution sur un trimestre, en milliers											Évolution sur un an, en %
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles</b> .....	<b>16 175</b>	<b>-10</b>	<b>32</b>	<b>23</b>	<b>55</b>	<b>42</b>	<b>30</b>	<b>50</b>	<b>64</b>	<b>0,6</b>	<b>1,2</b>	
Dont Industrie .....	3 104	-9	-9	-11	-8	-6	-8	-5	-6	-1,1	-0,8	
Construction .....	1 306	-12	-10	-10	-1	-4	-2	-3	-2	-2,4	-0,8	
Tertiaire .....	11 765	11	50	44	63	52	40	58	72	1,5	1,9	
dont : intérim .....	653	-4	21	15	17	3	1	29	38	9,3	12,0	
<b>Autres (1)</b> .....	<b>10 817</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-7</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	
Dont : non-marchand privé (2) .....	2 044	4	8	0	12	6	10	6	5	1,2	1,3	
<b>Emploi total</b> .....	<b>26 992</b>	<b>-3</b>	<b>39</b>	<b>16</b>	<b>66</b>	<b>52</b>	<b>42</b>	<b>50</b>	<b>67</b>	<b>0,4</b>	<b>0,8</b>	
Dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels .....	18 219	-6	41	23	66	48	40	56	70	0,7	1,2	

(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non-salariés de tous les secteurs.

(2) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ; hors emploi public).

Sources : Dares, Insee.

**Graphique 4**  
Emploi salarié marchand non agricole et emploi total



Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, l'emploi total augmente de 211 400 par rapport au même trimestre de 2015 ; l'emploi salarié des secteurs principalement marchands non agricoles augmente pour sa part de 187 200.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee.

**Graphique 5**  
Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation



Le glissement annuel des prix hors tabac est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre au dernier mois du même trimestre de l'année précédente, comme dans le tableau 2.

Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB) ; France entière (prix).

Sources : Dares, Insee.

## Le pouvoir d'achat des salaires ralentit sur un an

Le salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE) et le salaire mensuel de base (SMB) ont ralenti en données brutes au 4<sup>e</sup> trimestre (+0,1 % chacun, après +0,2 % au 3<sup>e</sup> trimestre [5]). Sur un an, entre décembre 2015 et décembre 2016, le SHBOE et le SMB ont progressé respectivement de 1,1 % et de 1,2 % (tableau 2, graphique 5), soit le même rythme qu'un an auparavant entre décembre 2014 et décembre 2015.

En rythme annuel, le pouvoir d'achat du SHBOE comme du SMB progresse de 0,5 % entre décembre 2015 et décembre 2016, après avoir augmenté de respectivement 1,1 % et 1,0 % entre décembre 2014 et décembre 2015. Ce ralentissement s'explique par l'accélération de la croissance des prix à la consommation (+0,6 % entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2015 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2016, après +0,2 % un an auparavant).

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans les secteurs marchands non agricoles, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de main-d'œuvre, a progressé de 0,4 % au 4<sup>e</sup> trimestre, après +0,3 % au trimestre précédent. Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2015 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2016, le SMPT a progressé de 1,3 %, soit un rythme inférieur à celui enregistré un an auparavant (+1,8 % entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2014 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2015). Le pouvoir d'achat du SMPT a ainsi progressé de 0,8 % sur un an, après une hausse de 1,7 % l'année précédente.

Le ralentissement des salaires réels est ainsi en phase avec celui de la productivité apparente du travail au 4<sup>e</sup> trimestre, celle-ci étant quasi stable par rapport au trimestre précédent (+0,1 %). Toutefois, sur un an, les salaires progressent plus vite que la productivité apparente du travail (+0,2 % entre les 4<sup>e</sup> trimestres 2015 et 2016) (graphique 6).

**Tableau 2**

Évolutions des salaires de base et du salaire moyen par tête (en valeur nominale) et de leur pouvoir d'achat

	2015				2016				2015	2016	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4	T4	
	Évolution sur un trimestre, en %									Évolution sur un an, en %	
Prix à la consommation (1) .....	0,3	0,3	-0,5	0,1	0,0	0,6	-0,3	0,3	0,2	0,6	
Salaire horaire de base ouvrier et employé (SHBOE) .....	0,5	0,3	0,2	0,1	0,5	0,3	0,2	0,1	1,1	1,1	
Pouvoir d'achat du SHBOE (2) .....	0,3	-0,1	0,7	0,1	0,6	-0,3	0,5	-0,3	1,1	0,5	
Salaire mensuel de base (SMB) (3) .....	0,5	0,3	0,2	0,1	0,5	0,3	0,2	0,1	1,2	1,2	
Pouvoir d'achat du SMB (4) .....	0,2	0,0	0,7	0,0	0,5	-0,3	0,5	-0,2	1,0	0,5	
Salaire moyen par tête (SMPT) (5) .....	0,7	0,4	0,4	0,4	0,5	0,1	0,3	0,4	1,8	1,3	
Pouvoir d'achat du SMPT (6) .....	1,0	-0,6	0,7	0,5	1,0	-0,9	0,3	0,3	1,7	0,8	

(1) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré avec le dernier mois de chaque trimestre, données brutes).

(2) La variation du SHBOE est déflatée par l'évolution de l'indice des prix hors tabac des ménages appartenant au premier quintile de niveau de vie (dernier mois du trimestre).

(3) Données brutes, fin de trimestre, établissements des entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.

(4) La variation du SMB est déflatée par l'évolution de l'indice des prix hors tabac de l'ensemble des ménages (dernier mois du trimestre).

(5) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteurs principalement marchands non agricoles.

(6) La variation du SMPT est déflatée par l'évolution de l'indice des prix hors tabac de l'ensemble des ménages (moyenne du trimestre).

Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB) ; France entière (SMPT, prix).

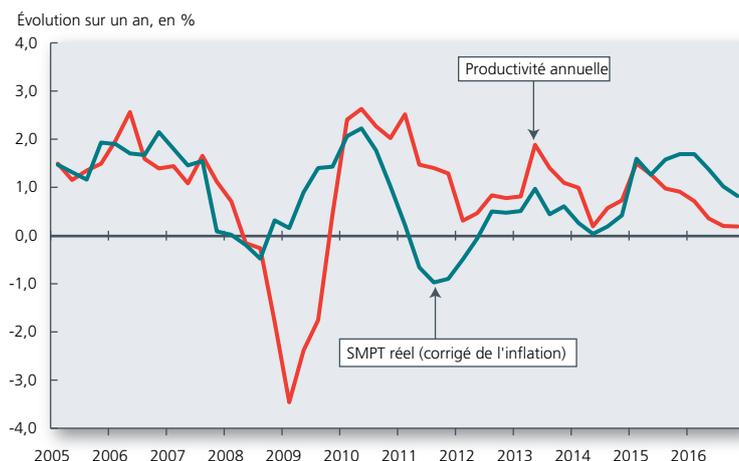
Sources : Dares, Insee.

## Baisse des contrats aidés, hausse de la formation

Après une période de hausse constante depuis le début de l'année 2013, le nombre de personnes en contrat aidé diminue pour le deuxième trimestre consécutif pour atteindre 497 000 salariés fin décembre 2016. Cette baisse concerne les CUI-CIE et les emplois d'avenir. Pour ces deux dispositifs, les embauches ont été très fortement restreintes en fin d'année pour limiter le dépassement du nombre de contrats autorisés sur l'année, en baisse par rapport à l'année précédente. Au total, le nombre de jeunes en emploi d'avenir diminue de 11 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, et de 23 000 sur un an, et le nombre de personnes en CUI-CIE diminue de 17 000 sur un trimestre et de 20 000 sur un an. Le nombre de CUI-CAE se stabilise au second semestre 2016, et reste en augmentation sur un an (+18 000) sous l'effet de la hausse de l'enveloppe financière allouée au 1<sup>er</sup> semestre 2016 à ces contrats du secteur non marchand.

Les effectifs en apprentissage sont stables ce trimestre, et augmentent de 8 000 sur un an. Les effectifs en contrat de professionnalisation croissent de 6 000 ce trimestre, suivant la tendance amorcée depuis deux ans. Au total, le nombre de bénéficiaires d'un contrat en alternance s'élève à 598 000 fin décembre 2016 et augmente de 6 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 et de 19 000 en un an (+3,3 %).

Graphique 6  
Productivité par tête



Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, la productivité par tête a augmenté de 0,2 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2015 et le SMPT corrigé de l'inflation de 0,8 %.

Champ : secteurs principalement marchands non agricoles, France métropolitaine (estimation Dares).  
Sources : Dares, Insee.

Au total, au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés s'élève à 1,53 million, soit une baisse de 11 000 par rapport au trimestre précédent. Sur un an, il reste en légère augmentation de 9 000 (+0,6 %).

Tableau 3

Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

	Entrées sur le trimestre, données brutes			Cumul des entrées sur 12 mois glissants			Nombre de bénéficiaires en fin de trimestre, données cvs		
	T4 2015	T4 2016	Évolution en %	Jan. 2014 à déc. 2015	Jan. 2015 à déc. 2016	Évolution en %	T4 2015	T4 2016	Évolution en %
<b>Emplois aidés (1)</b> .....	<b>617</b>	<b>624</b>	<b>1,2</b>	<b>1 942</b>	<b>2 090</b>	<b>7,6</b>	<b>1 517</b>	<b>1 527</b>	<b>0,6</b>
<b>Contrat aidé</b> .....	<b>173</b>	<b>147</b>	<b>-15,1</b>	<b>639</b>	<b>655</b>	<b>2,6</b>	<b>518</b>	<b>497</b>	<b>-4,1</b>
CUI-CAE .....	69	68	-2,3	250	275	9,9	208	226	8,4
CUI-CIE .....	28	8	-71,0	92	79	-13,4	62	41	-33,0
Emploi d'avenir.....	21	14	-35,1	77	68	-11,0	120	97	-19,5
Insertion par l'activité économique .....	54	57	5,5	220	233	5,7	128	133	3,9
<b>Contrat en alternance</b> .....	<b>217</b>	<b>224</b>	<b>3,1</b>	<b>462</b>	<b>478</b>	<b>3,5</b>	<b>579</b>	<b>598</b>	<b>3,3</b>
Apprentissage.....	135	135	-0,1	278	285	2,3	385	393	2,0
Contrat de professionnalisation .....	83	89	8,3	183	193	5,3	194	206	5,7
<b>Autre emploi aidé (2)</b> .....	<b>227</b>	<b>254</b>	<b>12,0</b>	<b>841</b>	<b>957</b>	<b>13,7</b>	<b>420</b>	<b>432</b>	<b>2,7</b>
<b>Formation des personnes en recherche d'emploi</b> .....	<b>166</b>	<b>297</b>	<b>79,3</b>	<b>660</b>	<b>957</b>	<b>44,9</b>	<b>226</b>	<b>314</b>	<b>39,2</b>
	<b>Évolutions trimestrielles des bénéficiaires, (en milliers, données cvs)</b>				<b>Évolution annuelle en milliers</b>				
	<b>T1 2016</b>	<b>T2 2016</b>	<b>T3 2016</b>	<b>T4 2016</b>					
<b>Emplois aidés</b> .....	<b>31</b>	<b>9</b>	<b>-19</b>	<b>-11</b>	<b>9</b>				
<b>Contrat aidé</b> .....	<b>19</b>	<b>5</b>	<b>-27</b>	<b>-19</b>	<b>-21</b>				
CUI-CAE .....	11	6	-4	4	18				
CUI-CIE .....	11	0	-15	-17	-20				
Emploi d'avenir.....	-1	-4	-8	-11	-23				
Insertion par l'activité économique .....	-2	3	0	4	5				
<b>Contrat en alternance</b> .....	<b>-2</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>19</b>				
Apprentissage.....	-1	0	9	0	8				
Contrat de professionnalisation .....	0	2	3	6	11				
<b>Autre emploi aidé</b> .....	<b>13</b>	<b>1</b>	<b>-4</b>	<b>2</b>	<b>12</b>				
<b>Formation des personnes en recherche d'emploi</b> .....	<b>11</b>	<b>33</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>88</b>				

(1) Les flux d'entrées correspondent à des nouvelles embauches ou à des reconductions des contrats existants, à l'exception de certains contrats de l'IAE (dans les AI et les ETTI) où seules les nouvelles embauches sont comptabilisées ; les stocks correspondent à des bénéficiaires en fin de trimestre, sauf pour ces mêmes contrats de l'IAE et pour les dispositifs d'exonération où il s'agit du nombre de bénéficiaires au cours du dernier mois du trimestre.

(2) Les autres emplois aidés regroupent les dispositifs ciblés sur les territoires en difficulté, les exonérations sur les embauches de jeunes en CDI, les contrats de génération, l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises, et l'accompagnement des restructuration (ATD).

Champ : France métropolitaine

Sources : Dares, ASP, Acoess, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale, données provisoires ou estimées.

Le plan « 500 000 formations supplémentaires » a entraîné une forte augmentation du nombre de personnes en recherche d'emploi accédant à des formations en 2016. Au 4<sup>e</sup> trimestre, 166 000 personnes en recherche d'emploi sont entrées dans des formations commandées par Pôle emploi, trois fois plus qu'à la même période de l'année précédente, et 109 000 sont entrées en formations commandées par les régions, en hausse de 27 %.

314 000 personnes en recherche d'emploi étaient en formation fin décembre 2016, 88 000 de plus qu'un an auparavant (+39,2 %).

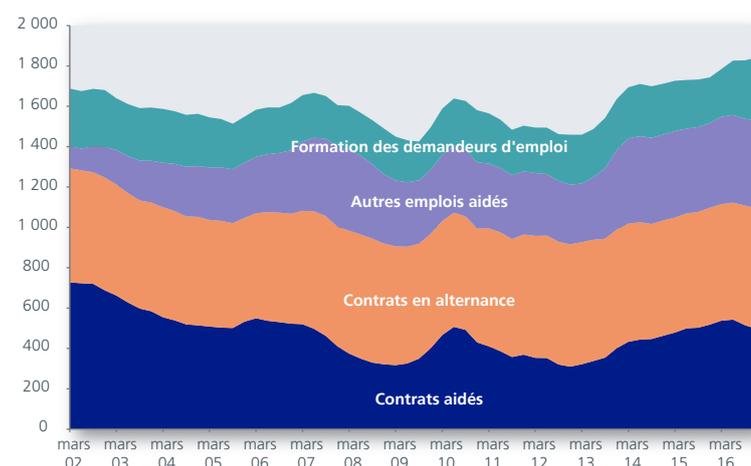
## Recul du taux de chômage au sens du BIT

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, en France métropolitaine, 9,7 % de la population active était au chômage au sens du BIT (1), soit une baisse de 0,1 point par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre (tableau 4, graphique 8, [6]). Le nombre de chômeurs a reculé de 31 000 par rapport au trimestre précédent pour ressortir à 2 783 000 personnes en moyenne sur le trimestre.

Par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre, le taux de chômage des hommes est resté stable pour s'établir à 9,8 %, alors que celui des femmes a reculé de 0,3 point pour s'établir à 9,5 % (graphique 9). Par tranches d'âge, le taux de chômage des moins de 25 ans a reculé sensiblement de 1,7 point, celui des 25-49 ans a progressé de 0,2 point et celui des seniors a reculé de 0,4 point, pour se situer respectivement à 23,3 %, 9,0 % et 6,7 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 (tableau 4).

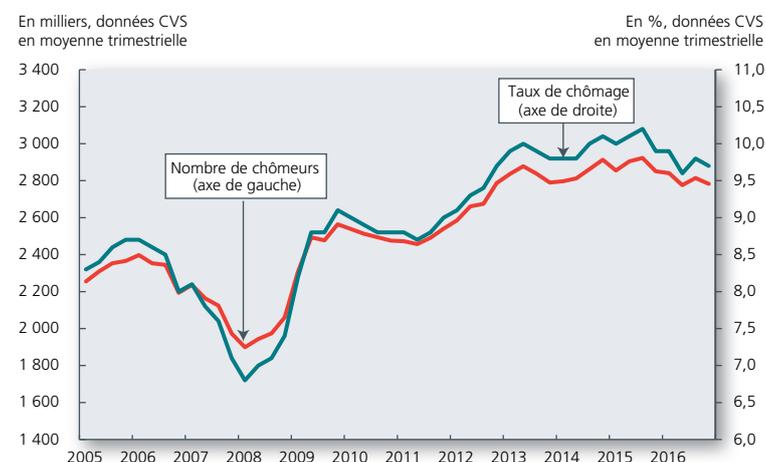
Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2015 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2016, le taux de chômage a diminué de 0,2 point en France métropolitaine, dont -0,6 point pour les hommes et +0,1 pour les femmes. On dénombre, au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, 68 000 chômeurs en moins qu'un an auparavant.

**Graphique 7**  
Évolution des bénéficiaires des dispositifs spécifiques des politiques d'emploi



Champ : France métropolitaine.  
Source : Dares, ASP, Acoess, Pôle emploi, ministère de l'Éducation nationale ; données provisoires ou estimées.

**Graphique 8**  
Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT



En milliers, données CVS en moyenne trimestrielle  
En %, données CVS en moyenne trimestrielle  
Estimation du taux de chômage à +/- 0,3 point (intervalle de confiance à 95 %) depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2010.  
Champ : personnes actives de 15 ans ou plus vivant en ménage ordinaire ; France métropolitaine.  
Source : Insee, enquête Emploi.

**Tableau 4**  
Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Données CVS, en moyenne trimestrielle	Nombre de chômeurs			Taux de chômage		
	Niveau T4 2016 (p) (en milliers)	Variation T3 2016 / T4 2016 (en milliers)	Variation T4 2015 / T4 2016 (en milliers)	Niveau T4 2016 (p) (en %)	Variation T3 2016 / T4 2016 (en points)	Variation T4 2015 / T4 2016 (en points)
Hommes .....	1 472	15	-83	9,8	0,0	-0,6
Femmes .....	1 311	-46	15	9,5	-0,3	0,1
Moins de 25 ans.....	627	-37	-23	23,3	-1,7	-0,7
De 25 à 49 ans .....	1 597	43	-49	9,0	0,2	-0,2
50 ans ou plus.....	559	-37	4	6,7	-0,4	0,0
<b>Ensemble .....</b>	<b>2 783</b>	<b>-31</b>	<b>-68</b>	<b>9,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>

(p) Résultats provisoires.

Estimation à +/- 0,3 point près du taux de chômage et de son évolution trimestrielle.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.

Sources : Insee, enquête Emploi.

## Baisse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi sans emploi et tenus de rechercher un emploi (catégorie A) continue de diminuer, à un rythme proche de celui du trimestre précédent (-27 000 après -26 000, graphique 10). Il s'établit à 3 467 000. Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2015 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a reculé de 105 000, après +85 000 un an plus tôt.

Le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) a baissé de 11 000 par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 5 464 000 personnes à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2016. Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2015 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C a diminué de 1 000, après +254 000 un an plus tôt.

À la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2016, 6 226 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D, E), soit une baisse de 8 000 par rapport à la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2016 et une hausse de 62 000 par rapport à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2015 (tableau 5, [7]).

Après une augmentation de 60 000 au 3<sup>e</sup> trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C) a augmenté de 16 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 (graphique 11). L'activité réduite longue (de plus de 78 heures dans le mois, catégorie C) contribue entièrement à la hausse ce trimestre (+31 000 contre -15 000 pour la catégorie B).

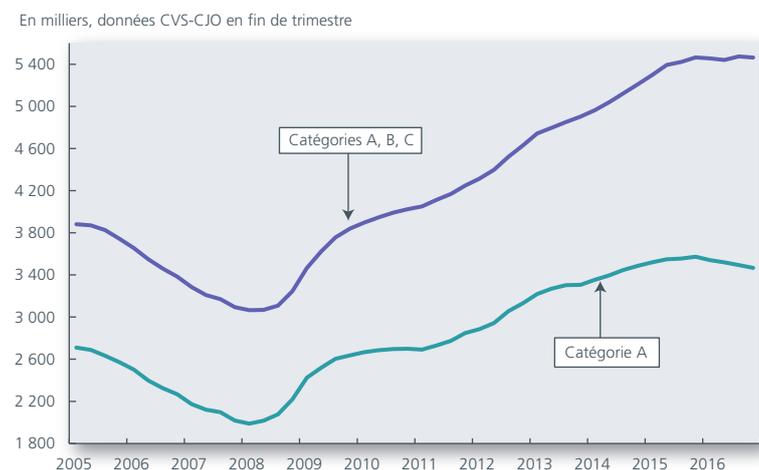
Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée, c'est-à-dire inscrits depuis au moins un an en catégories A, B, C (2), a baissé au 4<sup>e</sup> trimestre 2016: -11 000 sur le trimestre et -57 000 sur un an. La part des inscrits depuis au moins un an parmi les demandeurs d'emploi en catégories A, B, C atteint 44,1 % à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2016. Sur un an,

Graphique 9  
Taux de chômage au sens du BIT par sexe



Champ : personnes actives de 15 ans ou plus vivant en ménage ordinaire ; France métropolitaine.  
Source : Insee, enquête Emploi.

Graphique 10  
Demandeurs d'emploi par catégorie



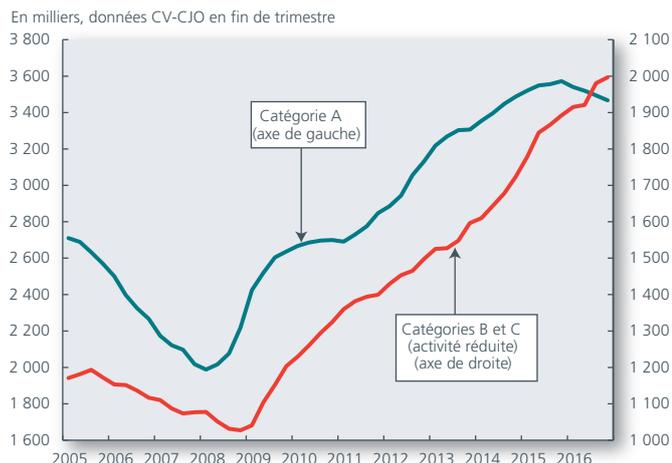
Champ : France métropolitaine.  
Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

Tableau 5  
Demandeurs d'emploi inscrits à pôle Emploi par catégorie et selon l'ancienneté sur les listes de Pôle emploi

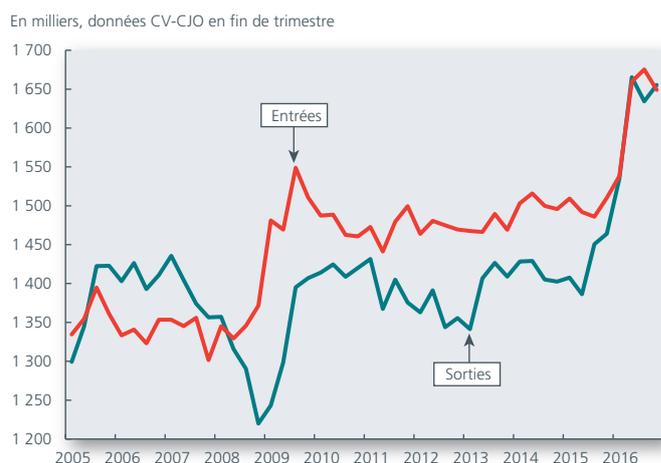
Données CVS-CJO, en fin de trimestre	Nombre de demandeurs d'emploi au T4 2016 (en milliers)	Variation trimestrielle T3 2016 / T4 2016 (en milliers)	Variation annuelle T4 2015 / T4 2016 (en milliers)	Évolution trimestrielle T3 2016 / T4 2016 (en %)	Évolution annuelle T4 2015 / T4 2016 (en %)
<b>Catégories A, B, C, D, E (ensemble des inscrits)</b> .....	<b>6 226</b>	<b>-8</b>	<b>62</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,0</b>
Catégories A, B, C (tenus de rechercher un emploi) .....	5 464	-11	-1	-0,2	0,0
Catégorie A (sans activité) .....	3 467	-27	-105	-0,8	-3,0
Catégories B, C (exerçant une activité réduite) .....	1 997	16	104	0,8	5,5
Catégorie B (activité réduite courte).....	718	-15	2	-2,0	0,3
Catégorie C (activité réduite longue).....	1 279	31	102	2,5	8,7
Catégorie D (non tenus de rechercher un emploi, sans emploi).....	340	12	65	3,8	23,9
Catégorie E (non tenus de rechercher un emploi, en emploi) .....	422	-10	-2	-2,2	-0,5
Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C de longue durée .....	2 408	-11	-57	-0,5	-2,3
Part des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C de longue durée (en % et en point)....	44,1 %	-0,1 pt	-1,0 pt		

Champ : France métropolitaine.  
Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

**Graphique 11**  
Demandeurs d'emploi et activité réduite



**Graphique 12**  
Entrées et sorties de catégories A, B, C



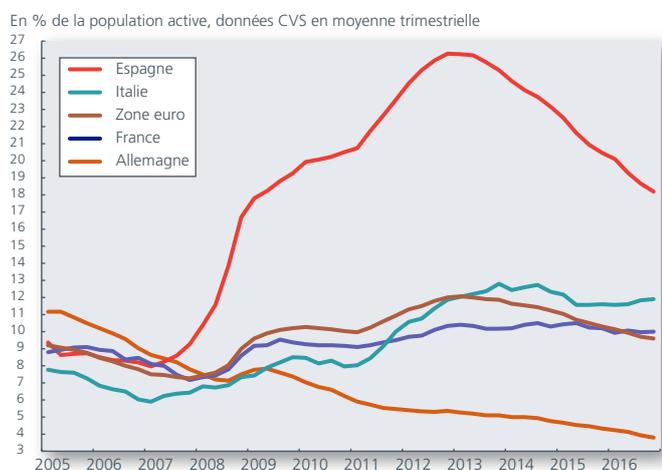
cette part a diminué de 1,0 point. Cette baisse s'explique en partie par l'augmentation des flux des catégories A, B, C vers la catégorie D, en lien avec le plan « 500 000 formations supplémentaires ».

De fait, la rotation sur les catégories A, B, C a fortement augmenté en 2016 (graphique 12). Au 4<sup>e</sup> trimestre 2016, le nombre des entrées en catégories A, B, C a diminué de 1,6 % par rapport au trimestre précédent, alors que celui des sorties a augmenté de 1,3 %. Les sorties pour entrées en stage expliquent la majorité de la hausse du nombre des sorties.

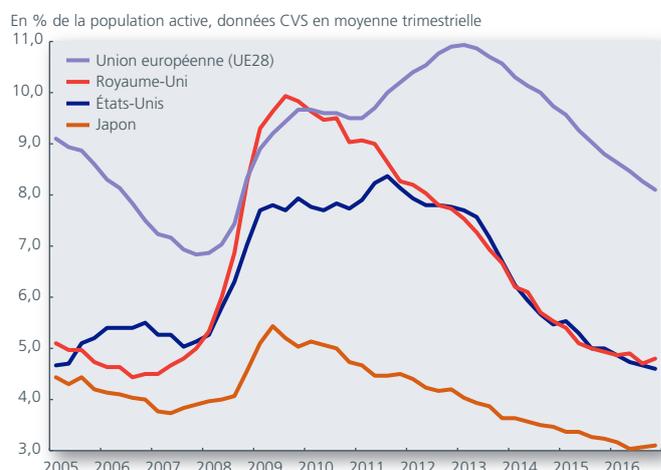
### Dans la zone euro, la croissance progresse modérément et le chômage poursuit son recul

Dans la zone euro, le PIB augmente au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 (+0,5 %, après +0,4 % au trimestre précédent [8]). Sur un an, l'activité progresse de 1,7 %. Par pays, la croissance s'élève à 0,7 % en Espagne (après +0,7 % également le trimestre précédent), à 0,4 % en Allemagne (après +0,1 %) et à 0,2 % en Italie (après +0,3 %). En dehors de la zone euro, le PIB du Royaume-Uni s'accroît de 0,7 % (après +0,5 %).

**Graphique 13**  
Taux de chômage en zone euro



**Graphique 14**  
Taux de chômage dans le monde



Le taux de chômage au sens du BIT en zone euro baisse depuis plus d'un an: il s'établit à 9,6 % de la population active ce trimestre, après 9,7 % au 3<sup>e</sup> trimestre et 10,3 % un an auparavant (graphique 13, [9]). Le chômage s'est stabilisé en Allemagne (3,8 % après 3,9 % au trimestre précédent, et 4,3 % un an auparavant). En revanche, il augmente en Italie (11,9 % après 11,8 % au trimestre précédent et 11,6 % un an auparavant) alors qu'il diminue en Espagne à 18,2 % (après 18,7 % au précédent trimestre et 20,5 % un an auparavant). Au Royaume Uni, le taux de chômage diminue à 4,6 % (5,0 % un an auparavant).

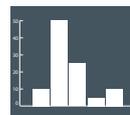
Aux États-Unis, l'activité ralentit ce trimestre (+0,5 % après +0,8 % le trimestre précédent, soit +1,9 % sur un an) et le taux de chômage se stabilise à 4,8 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 après 4,9 % un an auparavant (graphique 14). Le PIB japonais augmente de 0,3 % ce trimestre comme au trimestre précédent, et il augmente de 1,8 % sur un an, tandis que le taux de chômage se stabilise à un niveau très bas (3,1 % les deux derniers trimestres, et 3,2 % un an auparavant).

Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares  
par une équipe animée  
par Vivien Heim et Simon Rebière et composée de  
Anthony Bouvier, Laëtitia Otte, Marie Rey, Vivien Heim et Simon Rebière.

## Pour en savoir plus

- [1] Insee (2017), « Le PIB progresse de 0,3 % au premier trimestre 2017 », *Informations Rapides* n° 114, avril.
- [2] Insee (2017), « L'emploi continue d'augmenter au quatrième trimestre 2016, soutenu par l'intérim », *Informations Rapides* n° 062, mars.
- [3] Lebrault G. (2017), « L'emploi intérimaire en forte hausse au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 », *Dares Indicateurs* n° 027, avril.
- [4] Bergeat M. (2017), « Les tensions sur le marché du travail au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 », *Dares Indicateurs* n° 012, février.
- [5] Pignier J. (2017), « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 — Résultats définitifs », *Dares Indicateurs* n° 017, mars.
- [6] Insee (2017), « Le taux de chômage diminue de 0,1 point au quatrième trimestre 2016 », *Informations Rapides* n° 041, février.
- [7] Dares, Pôle emploi (2017), « Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en février 2017 », *Dares Indicateurs* n° 022, mars.
- [8] Eurostat (2017), « Le PIB en hausse de 0,4 % dans la zone euro et de 0,5 % dans l'UE28 », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 040, février.
- [9] Eurostat (2017), « Le taux de chômage à 9,5 % dans la zone euro », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 055, avril. <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/la-statistique-mensuelle-du-marche-du-travail->
- [10] [travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/la-statistique-mensuelle-du-marche-du-travail-](http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/la-statistique-mensuelle-du-marche-du-travail-)

Données des graphiques et tableaux  
accessibles au format excel



### DARES INDICATEURS

est édité par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Direction de l'animation de la recherche, des études  
et des statistiques (Dares),

39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.  
<http://dares.travail-emploi.gouv.fr> (Publications)

Directrice de la publication : **Selma Mahfouz**

Rédactrice en chef : **Anne Delahaye**

Secrétariat de rédaction : **Marie Avenel, Thomas Cayet**

Maquettistes : **Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali**

Conception graphique et impression : ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réponse à la demande : [dares.communication@travail.gouv.fr](mailto:dares.communication@travail.gouv.fr)

Abonnement aux avis de parution de la Dares :

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/avis-de-parution/article/abonnement>

Dépôt légal : à parution.

Numéro de commission paritaire : 3124 AD.

ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.